

Document

Les secrets de la Réserve Fédérale, institut d'émission monétaire des États-Unis

(<http://www.international.or.>)

janvier 2008

Contrairement à une croyance générale, l'institut d'émission des États-Unis est, en fait, une machine à fabriquer de l'argent détenue par un cartel bancaire privé, qui gagne d'autant plus que les taux sont élevés. Mine de rien, il imprime des dollars à bon marché et les revend plus cher.

L'institut d'émission des États-Unis, appelé aussi «Réserve fédérale» ou «FED», revient constamment en point de mire lorsque le monde financier international se demande, anxieux, s'il va modifier son taux directeur ou non.

L'abréviation FED se rapporte au «Board of Governors of the Federal Reserve System», c'est-à-dire à la conférence des gouverneurs du «Federal Reserve System» érigé il y a 93 ans.

Il s'agit non pas d'une banque centrale traditionnelle, mais de la réunion de cinq banques privées régionales tout d'abord, de douze banques actuellement, disséminées aux États-Unis, habilitée chacune à porter le nom de Federal Reserve Bank, un petit nombre d'initiés seulement sachant à qui elles appartiennent.

Un seul point est certain : elles n'appartiennent pas à l'État. Néanmoins, elles exercent les fonctions d'un institut d'émission de l'État.

Elles prennent leurs décisions au sein du Federal Reserve Board, dont le président les représente à l'extérieur et dont les séances ont lieu à Washington dans leur propre et imposant monument historique. La plus importante de ces banques privées est la Federal Reserve Bank of New York, qui contrôle l'énorme place financière de cette ville.

Privilèges d'une machine à fabriquer de l'argent

Ce cartel de banques privées dispose de privilèges incroyables, dont trois doivent être soulignés :

En imprimant des dollars, la FED convertit à moindres frais du papier sans valeur en dollars et prête ceux-ci aux États-Unis ainsi qu'à d'autres États et à d'autres banques contre reconnaissances de dettes.

Au cours de son histoire, le cartel a donc créé des milliards de créances à partir du néant et encaissé des intérêts en permanence, ce qui lui assure un profit annuel atteignant des milliards.

Ainsi, aucun gouvernement américain ne doit se faire des soucis à propos du déficit budgétaire, tant que ces messieurs en complet sont à ses côtés et – tel est le cas du financement des guerres durant la présidence de Bush – mettent en branle la planche à billets en cas de besoin.

• **Le privilège des intérêts permet à la FED de fixer elle-même les taux et il est évident qu'elle a le plus grand intérêt à encaisser les plus hauts intérêts possibles.** Les taux atteignent donc un niveau souvent particulièrement élevé et occasionnent périodiquement des crises – ce qui est le cas actuellement [2007] et donne l'occasion à la FED d'intervenir ultérieurement comme sauveur.

Les intérêts opèrent en permanence une ponction sur le pouvoir d'achat des citoyens américains en faveur des banquiers de la FED, par les intérêts des crédits comme par les impôts transformés en intérêts dus à la FED en raison de l'énorme service de la dette publique.

Modifiant constamment les taux d'intérêt, la FED change les conditions cadres de la plus grande économie du globe et de la plus importante bourse des actions, celle de Wall Street, qui, principale bourse du monde, diffuse des signaux en direction des autres bourses.

• **Pour être en mesure de résoudre les crises bancaires, la FED gère les réserves monétaires de ses banques membres (rémunérées à raison de 6% par année), qu'elle remet à disposition du système bancaire lors de l'éclatement d'une de ces crises.**

Actuellement [2007], la FED s'efforce de prévenir, en fournissant à maintes reprises des liquidités aux banques, une crise financière mondiale causée par le krach du système de financement immobilier américain. Comme de nombreuses banques américaines de crédit hypothécaire ont sagement lié leurs crédits à des papiers-valeurs et transmis ainsi leurs problèmes à des banques européennes, celles-ci ont commencé aussi à vaciller.

Mais c'est la FED et son ancien président, Alan Greenspan, qui ont provoqué cette crise. En abaissant rapidement et dramatiquement les taux d'intérêt – après avoir porté le taux directeur jusqu'au niveau exorbitant de 6% –, et avoir approvisionné l'économie américaine excessivement en liquidités, Greenspan avait tenté, à partir du 3 janvier 2001, d'enrayer la plus forte chute boursière depuis 50 ans.

Au 25 juin 2003, le taux directeur était tombé à son niveau minimal de 1%, ce qui avait permis aux banques d'octroyer des crédits aux taux extrêmement bas et ce qui avait fait tomber de nombreuses familles dans le «piège du crédit», les incitant à acheter des logements à crédit, à des conditions auxquelles elles ne pouvaient faire face qu'à des taux bas.

Crise provoquée par la FED

A la fin du cycle des taux d'intérêt, Greenspan avait provoqué une situation qui avait déclenché une avalanche.

En effet, la FED a majoré douze fois de 0,25% son taux directeur, du 30 juin 2004 au 29 juin 2006, le portant alors à 5,25%. Il dépasse ainsi de 525% le taux fixé il y a quatre ans!

Les taux fixés pour les crédits hypothécaires sont montés en conséquence et ont atteint un niveau que toujours davantage de familles ne peuvent pas supporter. Comme la propension à épargner est actuellement négative aux Etats-Unis, que la plus grande partie de la population doit recourir au crédit et que les carnets d'épargne ne jouent guère de rôle, la crise s'accroît.

Vu que, depuis l'année précédente, toujours davantage de bailleurs de fonds hypothécaires sont – tout comme leurs clients – en retard dans leurs paiements à d'autres banques, le système bancaire

est en crise, celle-ci ayant atteint un point culminant en août 2007, lorsque la FED et la Banque centrale européenne (BCE) n'ont pu stabiliser le système que par plusieurs injections de liquidités.

La crise des liquidités bancaires s'est immédiatement répercutée sur la bourse, qui réagit généralement de manière sensible aux variations de taux de la FED. En effet, la hausse des taux rend les titres à intérêt fixe plus attrayants que les actions, freine l'économie, est donc un poison pour la bourse et abaisse les cours des actions. Ainsi a commencé septembre 2007.

Les motifs des banques de la FED

Pour comprendre la manière d'agir et les motifs de la FED, qui paraissent parfois curieux, il faut jeter un coup d'œil sur l'histoire de l'institut d'émission.

La proposition d'établir une banque centrale est due au banquier allemand Paul Warburg.

La crise financière et bancaire déclenchée en automne 1907 par la faillite de Knickerbocker Trust Co. et la situation menaçante de Trust Company of America a mis en péril 243 banques, car aucune institution n'était en mesure de mettre temporairement des fonds à leur disposition pour surmonter leurs difficultés de paiement.

Dans un discours prononcé peu de mois auparavant à la Chambre de commerce de New York, le banquier John Pierpont Morgan avait prévu par hasard cette crise et appelé à fonder une banque centrale. La crise se prêtait à merveille au soutien de cette revendication. Par la suite, Morgan a joué un rôle essentiel, à l'arrière-plan, dans la réalisation du projet.

Initialement copropriétaire de la banque Warburg de Hambourg, Paul Warburg avait épousé en 1893, lors d'un séjour aux Etats-Unis, la fille de Salomon Loeb, de la banque new-yorkaise Kuhn, Loeb & Co., qui a fait de lui et de son frère Felix des partenaires de la banque (fusionnée en 1977 avec Lehman Brothers).

Pourvu généreusement par la Banque Kuhn Loeb d'un salaire annuel de 5 millions de dollars, Paul Warburg s'est occupé uniquement, pendant les six ans qui ont suivi la crise bancaire, d'une «réforme bancaire» tendant à ériger une banque centrale d'après le modèle de la Banque d'Angleterre, laquelle appartenait alors à des banquiers privés.

Ce faisant, il a été soutenu par le sénateur Nelson D. Aldrich, beau-père du premier héritier milliardaire américain, John D. Rockefeller junior, connu comme porte-parole du banquier J.P. Morgan au Congrès des Etats-Unis.

Conspiration au yacht-club de Jekyll Island

En novembre 1910 finalement, un groupe de personnes triées sur le volet s'est rassemblé, sous prétexte d'une excursion de chasse, dans un wagon de chemin de fer aux jalousies fermées du yacht-club que possédait le banquier J.P. Morgan à Jekyll Island, en Géorgie.

Lors de cette réunion secrète, taxée ultérieurement de conjuration, Paul Warburg, représentant de Kuhn Loeb et d'autres banques ainsi que deux banquiers de J.P. Morgan, représentant aussi les intérêts du groupe Rothschild, et deux du groupe Rockefeller ont décidé d'aider le sénateur Aldrich à rédiger en neuf jours un projet de loi que le Républicain vaniteux entendait présenter en son nom au Congrès.

Il s'agissait non pas d'une banque centrale, mais seulement d'une société privée nationale de réserve dont plusieurs comptoirs devaient être disséminés aux Etats-Unis et dans lesquels des banques affiliées volontairement devaient déposer des réserves monétaires de crise.

En raison de ses relations bien connues avec le centre financier et boursier de Wall Street, Aldrich a échoué, la majorité méfiante des députés voyant à juste titre dans son projet un plan tendant à assurer à un cercle restreint de banquiers puissants et liés les uns aux autres une position dominante et, partant, la possibilité de réaliser des profits énormes dans l'économie américaine.

Les requins de Wall Street ne se sont évidemment pas découragés et ont profité des élections présidentielles de 1912 pour faire élire le candidat démocrate Woodrow Wilson, qu'ils ont soutenu massivement sur le plan financier.

Pendant la lutte électorale, il s'est fait passer pour un adversaire du «Wall Street Money Trust» et a promis au peuple un système monétaire exempt de main-mise des banquiers internationaux de Wall Street. En fait, la conception de la banque centrale a été élaborée par le groupement qui semblait avoir perdu la partie.

En tout cas, les Schiff, Warburg, Kahn, Rockefeller et Morgan avaient misé sur le bon cheval.

Sous le titre de «Federal Reserve Act» qui dissimule sa portée et qui prétendument réduit à néant le projet de banque centrale formulé par Wall Street, ils ont déversé le 23 décembre 1913 sur des députés démocrates des mieux disposés et avec le soutien du président Wilson, un projet de loi très peu modifié et ont requis l'approbation du Congrès alors que de nombreux députés non informés prenaient déjà leurs vacances de Noël et que très peu avaient lu le texte du projet.

Le plus grand cartel du monde

Les rares députés qui ont perçu la nature de ce jeu pervers n'ont guère pu se faire entendre. Avec sagesse, le conservateur Henry Cabot Lodge senior a prévu «une inflation énorme de moyens de paiement» et que «la monnaie d'or serait noyée dans un flux de papier-monnaie non échangeable».

Après le vote, Charles A. Lindbergh senior, le père du célèbre aviateur, a déclaré au Congrès: *«Cette loi établit le cartel le plus important au monde [...] et légalise ainsi le gouvernement invisible de la puissance financière [...]. Il s'agit du projet de loi Aldrich déguisé [...]. La nouvelle loi provoquera de l'inflation tant que le cartel le souhaitera [...].»*

Lindbergh avait raison, comme le prouve le «privilege du dollar». Avant l'établissement du Système fédéral de réserve, des banques privées avaient déjà imprimé des billets. Dans les années soixante du XIXe siècle, il y avait encore 8000 sortes de billets, émises par des «State Banks» privées avec l'autorisation de l'Etat. A partir de 1880, 2000 banques pourraient avoir encore émis leurs propres billets. Depuis 1914, le chiffre s'est limité à la douzaine de banques privilégiées.

Quand le président Abraham Lincoln a eu besoin d'argent, en 1861, pour financer la guerre civile et que les crédits des banques Rothschild, financiers traditionnels des guerres, lui sont devenus trop chers, il a éludé le privilège des banques privées et fait imprimer un billet d'Etat, le «Greenback». Il ne devait pas survivre longtemps à cette démarche téméraire. En 1865, il a été assassiné par un tireur isolé, abattu lui-même lors de sa fuite.

Le successeur de Lincoln, Andrew Johnson, a suspendu l'impression de billets pour des raisons inexplicables.

Le prochain président qui a voulu redonner à l'Etat le monopole de l'impression de billets a été John F. Kennedy.

Tentative de Kennedy de priver la FED de son pouvoir

Peu de mois avant son assassinat, John F. Kennedy a été semoncé par son père Joseph dans le salon ovale de la Maison Blanche. «Si tu le fais, ils te tueront !»

Mais le président ne s'est pas laissé dissuader. Le 4 juin 1963, il a signé l'acte exécutif numéro 111 110, abrogeant ainsi l'acte exécutif 10289, remettant la production de billets de banque dans les mains de l'Etat et privant en grande partie de son pouvoir le cartel des banques privées.

Après que quelque 4 milliards de dollars en petites coupures nommées «United States Notes» eurent déjà été mises en circulation et alors que l'imprimerie de l'Etat s'appêtait à livrer des coupures plus importantes, Kennedy a été assassiné le 22 novembre 1963, soit 100 ans après Lincoln, par un tireur isolé abattu lui-même lors de sa fuite.

Son successeur s'appelait Lyndon B. Johnson. Lui aussi a suspendu l'impression de billets pour des raisons inexplicables. Les douze banques fédérales de réserve ont retiré immédiatement les billets Kennedy de la circulation et les ont échangés contre leurs propres reconnaissances de dette.

Grâce à son monopole de production illimitée d'argent, le cartel bancaire du Système fédéral de réserve dispose d'une énorme machine à fabriquer de l'argent, qui lui permet de gagner énormément.

Qui se cache derrière ce système est un secret bien gardé. Car il faut distinguer entre les banques propriétaires et les simples banques membres, qui déposent des réserves monétaires pour, le cas échéant, être sauvées par la suite.

Il y a quelques années, la Federal Reserve Bank of New York a publié les noms de ces banques membres, qui n'ont par ailleurs aucun droit. La rémunération annuelle de leurs dépôts se chiffre à 6%. Mais le niveau de leurs parts est tenu secret comme les noms des propriétaires des banques fédérales de réserve, initialement trois, aujourd'hui quatorze.

Critique après le krach de 1929

Paul Warburg a refusé la présidence du Federal Reserve Board en 1910, alors que ce juif allemand à l'accent prononcé, juste avant le début de la guerre contre l'Allemagne, venait d'acquérir la nationalité des Etats-Unis. Toutefois, il devint membre du Conseil d'administration et du puissant Council on Foreign Relations, qui passe encore aujourd'hui pour le berceau des politiciens américains et des banquiers de la FED.

Les efforts qu'il a déployés pendant de longues années pour fonder l'institut d'émission américain lui ont valu non seulement de l'argent et des honneurs dans la haute finance, mais aussi la pire expérience de sa vie. En 1928, il a exigé sans succès une limitation de la circulation monétaire afin de freiner la spéculation boursière qui rappelait la ruée vers l'or. Mais ceux qui étaient disposés à l'entendre sont restés rares ; on le nommait la Cassandre de Wall Street.

Après le krach d'octobre 1929, il devint la cible de ceux qui avaient perdu leur patrimoine. Des rumeurs, des brochures et des articles de presse l'ont décrit, lui qui avait tenté d'entraver les catastrophes financières, comme «*l'auteur non américain*» de la panique boursière d'alors. On a pu lire que «*Paul Warburg avait prêté avec sa bande de l'argent au Système fédéral de réserve afin de mettre en mains juives les finances américaines et d'exploiter l'Amérique jusqu'à son épuisement.*» De telles légendes se sont poursuivies jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Aigri par ces attaques, il est décédé en 1932. En 1936-1937, les cours des actions ont baissé de 50%, en 1948 de 16%, en 1953 de 13%, en 1956 de 13%, en 1957 de 19%, en 1960 de 17%, en 1966 de 25% et en 1970 de 25%. Ont suivi le krach d'octobre 1987, les chutes de cours de 1990, 1992 et de 1998 ainsi que, finalement, la forte baisse d'avril 2000 à mars 2003 et la crise actuelle qui a commencé en août/septembre 2007 et dont les effets sont incertains.

Aujourd'hui, on répand le bruit – mais ne le confirme pas – que le groupe bancaire Rockefeller détient 22% des actions de la Federal Reserve Bank of New York et 53% de tout le Système fédéral de réserve. Principal acquéreur de bons du Trésor des Etats-Unis, la Banque du Japon posséderait 8% de ces actions. On attribue 66% aux banques purement américaines et 26% aux vieilles banques européennes (dont 10% aux banques Rothschild).

Source : «*International* » III/2007 [*revue trimestrielle autrichienne de politique internationale*]

(Traduction Horizons et débats, N°1/2, 14 janvier 2008)

Commentaires

Sur Lincoln et sa volonté de créer de la monnaie indépendamment des banquiers privés, deux liens intéressants, la source étant le Sénat US :

<http://billtotten.blogspot.com/2009/10/abraham-lincolns-monetary-policy.html>

<http://heritech.com/pridger/lincoln/mcgeer/mcgeerv.htm>

Pakc 24 octobre 2009 à 01:50

Obama et le parti Démocrate ne sont pas tout à fait net dans leurs relations à la finance US d'après le journaliste Eric Laurent (BFM, <http://www.radiobfm.com/edito/info/47401/eric-laurent-le-sommet-de-pittsburgh-a-accouche-dune-souris-/>) :

Vous relevez cette collusion entre Wall Street et le pouvoir politique aux Etats-Unis, ces relations de complicité, et spécialement avec le Parti démocrate, qui ne date pas de Barack Obama. Je vous cite, «*En janvier dernier, au moment de quitter la scène politique, au moment où Obama arrivait à la Maison-Blanche, Henri Polson pouvait se montrer rassuré, l'influence de Wall Street demeurait intacte au sein de la nouvelle administration et les hommes choisis par Obama pour l'épauler étaient les symboles de la continuité. Tim Geitner, ancien patron de la FED, de New York, associé à Polson dans la gestion de la crise, Lawrence Summers, ancien ministre des Finances de Clinton, consultant chez Goldman Sachs, qui dirigeait, jusqu'à l'élection présidentielle de novembre, le puissant fonds spéculatif Shaw. Le choix de Geitner, qui fut conseillé à Obama par Summers, par Jimmy Diamond, le PDG de JPMorgan, et le très influent Peter Peterson, qui est le fondateur du fonds*

d'investissement Blackstone. » Finalement, banques et politiques, deux milieux liés, tous les hommes qui comptent en font partie, on passe de l'un à l'autre. C'est ça ?

Oui, et le plus surprenant, c'est la manière assez impavide dont Barack Obama avait envisagé de nommer au Trésor (au poste de ministre des Finances) un homme qui est proche de lui, Jimmy Diamond, le patron de JPMorgan, dont on peut dire que c'est l'un des banquiers les plus surexposés face à la crise. C'est donc un choix sur lequel on lui a dit de revenir, parce qu'il était évidemment chargé de symboles.

Il faut quand même souligner qu'il y a eu, parmi les proches conseillers de Barack Obama, un homme qui était le patron d'UBS Amérique. On se rappelle du scandale d'UBS Amérique, 52 000 comptes (il semblerait qu'il y en ait plus) de riches américains, qui grâce à UBS ont pu transférer leur argent en Suisse. Le patron d'UBS Amérique, Robert Wolf, qui est un des banquiers les plus influents avec un carnet d'adresses très envié est devenu le principal conseiller dans la campagne de Barack Obama, qui lui téléphonait tout les soirs. Aujourd'hui, de manière assez étonnante, Barack Obama l'a nommé à la tête d'une commission chargée de réformer les impôts, ce qui est le comble du paradoxe.

Barack Obama, au final, est-il un complice actif ou impuissant ? C'est le système qui veut ça ? Son entourage lui impose des hommes venus de la finance et finalement tout ce petit monde cohabite ?

Ce qui est extraordinaire, c'est de voir que ce pouvoir financier, aux Etats-Unis, puisque ce qui m'intéressait était l'épicentre de la crise, est absolument incontournable pour les politiques, quels qu'ils soient. Ça c'est le premier point. Deuxième point, des hommes comme Robert Rubin qui ont été à la tête de Goldman Sachs, puis ministre des Finances de Bill Clinton, ont vendu l'idée aux présidents américains, et c'est une idée qui s'est développée, l'idée que le pouvoir financier est au fond la véritable puissance de l'Amérique d'aujourd'hui, et le meilleur moyen de peser et d'accentuer l'influence américaine à travers le monde.

Ça permettait, au-delà bien entendu aussi, de diffuser toutes les technologies. Une croyance qui a été développée, qui consistait à dire qu'il faut que ce pays se désindustrialise parce que les vieilles industries en déclin n'ont aucune raison d'être. Privilégions les technologies de l'information, c'est la logique de la Silicon Valley. Cette désindustrialisation, encore une fois, a abouti à la toute-puissance du monde financier, et à son imbrication politique.